

Strasbourg, 5 mars 2008

**Greco (2008) 5F**

**36<sup>e</sup> Réunion Plénière du GRECO**  
(Strasbourg, 11-15 février 2008)

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

## **I. Ouverture de la Réunion plénière**

1. La 36<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO est présidée par Drago KOS (Président, Slovaquie). La liste des participants figure en Annexe I du présent rapport
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, en particulier à ceux qui ont été récemment nommés.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

3. Les participants sont informés que, retenu par une obligation professionnelle imprévue, M. Martin KREUTNER, Président de *European Partners against Corruption*, a dû annuler sa venue à Strasbourg ; il ne participera malheureusement pas à l'échange de vues auquel il avait été invité, et qui sera donc programmé pour une prochaine réunion. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

## **III. Informations fournies par le Président, les Délégations et le Secrétaire Exécutif**

4. Le **Président** informe les participants qu'il s'est rendu en décembre 2007 au Tadjikistan, où les autorités lui ont fait part de leur intérêt à adhérer au GRECO. En tant que participant à la 7<sup>e</sup> conférence annuelle de l'*European Partners against Corruption (EPAC)* – Helsinki, 12-14 décembre 2007 – il avait instamment recommandé à la Commission européenne et à l'EPAC de faire en sorte que des Etats non-membres de l'Union européenne soient sous une autre impliqués dans le futur Réseau européen de lutte contre la corruption afin d'éviter un clivage dans les mesures anti-corruption européennes.
5. Se référant à la 42<sup>e</sup> réunion du Bureau (voir Greco (2008) 3F), le Président informe les participants qu'à la demande des autorités suisses, l'étude du Rapport d'Évaluation Conjointe des Premier et Deuxième Cycles sur la Suisse est reportée au GRECO 37. Des échanges de vues avec M. Dimitri VLASSIS, Chef de la Section des conventions contre la criminalité de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et Mme C. MILLER du COGEL (Conseil sur les lois relatives à l'éthique dans le gouvernement) seront programmés lors de prochaines réunions plénières. En outre, suite à l'échange de vues tenu en décembre 2007 avec M. Franz-Hermann BRÜNER, Directeur Général de l'Office européen de Lutte anti-fraude (OLAF) et dans l'esprit du Mémoire d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, il est convenu d'examiner activement d'autres possibilités d'échanges futurs avec l'OLAF et/ou d'autres organes concernés de l'UE dans les mois à venir.
6. Le Bureau reprendra ultérieurement sa discussion sur les actions qui pourraient être entreprises pour aider les membres à mettre en œuvre les recommandations du GRECO. Le tour de table de jeudi apportera peut-être des éléments qui permettront au Bureau d'évaluer de façon plus rigoureuse la nécessité de poursuivre les actions en la matière (voir paragraphes 23-24).
7. Gardant à l'esprit la charge de travail du GRECO en 2008 et 2009, le Président suggère de célébrer le 10<sup>e</sup> anniversaire du GRECO avec une conférence d'une journée organisée au cours de la semaine de la réunion plénière d'octobre 2009. De cette manière, il sera possible de programmer une manifestation de haut niveau digne de l'événement pour un coût aussi économique que possible (voir paragraphe 28 ci-dessous).

8. Le Président rappelle aux participants l'article 3 du Règlement intérieur selon lequel le GRECO est un organe composé de délégations nommées de façon permanente. Cet article a pour but de préserver la cohérence des activités de *monitoring* du GRECO et de faciliter le respect de ses règles de confidentialité. Les délégations auprès du GRECO sont composées de deux représentants et de deux suppléants au maximum par pays. Il est essentiel que les chefs de délégation notifient sans délai au Secrétariat tout changement concernant la composition des délégations afin que la liste officielle des représentants et les listes de diffusion restent exactes à tous moments. Il est rappelé que les participants aux réunions plénières doivent impérativement figurer sur la liste officielle des représentants.
9. Le Président communique des informations sur la situation en Slovaquie. La loi sur la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption a été adoptée sans les articles qui prévoyaient le retrait des pouvoirs de la commission pour la prévention de la corruption. Cependant, un nouveau projet de loi prévoyant l'abolition de cette commission à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 devrait être soumis en première lecture au parlement en février.
10. Le **représentant de la Suisse** informe les participants de la publication de la deuxième édition révisée de la brochure « Prévenir la corruption – Conseils aux entreprises suisses actives à l'étranger » éditée par le Secrétariat d'Etat à l'économie, en collaboration avec l'Office fédéral de la justice, le Département fédéral des Affaires étrangères, des représentants de la Fédération des entreprises suisses et *Transparency International*. Cette brochure, qui vise à sensibiliser et à donner des outils pratiques, contient notamment des informations sur la législation pertinente et les codes de conduite, soumet différents cas de figure présentant plusieurs scénarios et propose un kit de prévention. Elle est éditée en quatre langues et est largement diffusée.
11. Le **Secrétaire Exécutif** fait part des développements survenus depuis la 35<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO (décembre 2007) :
  - le chef de la délégation ukrainienne l'a informé que le Ministre de la Justice a organisé le 14 décembre 2007 à Kiev une table ronde sur le Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Ukraine et la mise en œuvre des recommandations adressées à son pays. La table ronde rassemblait des représentants de la société civile et du gouvernement. Selon les autorités, cette initiative inédite a été un grand succès et a posé les jalons d'une future coopération avec la société civile dans la lutte contre la corruption ;
  - au Belarus, les consultations internes en cours à propos d'un accord sur les privilèges et immunités des membres des équipes d'évaluation du GRECO (une condition préalable pour l'adhésion du Belarus au GRECO) devraient être achevées avant le 1<sup>er</sup> mars 2008, date de l'entrée en vigueur de la Convention pénale sur la corruption (STE n° 173) ;
  - les pays concernés n'ont pas encore donné l'autorisation de publier les Addenda aux Rapports de Conformité du Premier cycle sur la Bosnie-Herzégovine et sur Malte, ni le Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Roumanie ; l'autorisation de publier le Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la Slovaquie est attendue prochainement ;
  - le Bureau a discuté des moyens à mettre en œuvre pour une diffusion plus ciblée des résultats des travaux du GRECO et il invite les participants à proposer les noms d'organisations, institutions ou personnes pour qui il serait utile de recevoir directement les rapports du GRECO accompagnés d'un courrier du Secrétariat ;

- à sa 42<sup>e</sup> réunion, le Bureau a approuvé la publication sur le site Internet du GRECO des rapports traduits en langue nationale et/ou de liens vers ces traductions, accompagnés d'une mise en garde sur le caractère non officiel de ces traductions et d'une clause limitative de responsabilité du GRECO quant à leur fidélité ;

- la Convention pénale sur la corruption (STE n° 173) entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2008 en Géorgie, la Convention civile sur la corruption (STE n° 174) entrant en vigueur à la même date au Monténégro ; le Monténégro a élaboré l'instrument de ratification du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption (STE n° 191) mais ne l'a pas encore déposé, et l'Espagne s'apprête à ratifier le STE n° 173 ;

- le Secrétariat a participé à la Conférence des experts sur la promotion de l'Etat de droit organisée en 2007 par la présidence allemande du G8 (Berlin, 30 novembre 2007), à la Conférence de clôture du programme EuroMed Justice (Bruxelles, 17 décembre 2007) et à une conférence organisée par *Transparency International* en coopération avec le Ministère de la Justice de la Finlande portant sur le suivi des recommandations du Troisième Cycle adressées par le GRECO à la Finlande sur la transparence du financement des partis (Finlande, 22 janvier 2008) ; Björn JANSON précise que, lors de cette Conférence, le Ministre de la Justice finlandais, des représentants de TI et des représentants de tous les partis politiques représentés au Parlement, ainsi que des représentants des médias, ont pris part aux discussions ; le gouvernement va mettre en place un groupe de travail sur la mise en œuvre de ces recommandations.

#### **IV. Procédure de conformité du Premier Cycle – Moldova**

12. Le projet d'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Moldova repose sur des informations fournies par les autorités du pays, comme requis par les conclusions du Rapport de Conformité du Premier Cycle du GRECO. A l'issue d'une lecture approfondie, le GRECO adopte l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Moldova (Greco RC-I (2005) 4F Addendum) et met ainsi un terme à la Procédure de conformité du premier cycle à l'égard de ce pays.

13. Les autorités de la Moldova sont invitées à autoriser dès que possible la publication de l'addendum.

#### **V. Procédure de conformité du Deuxième Cycle – Grèce et Irlande**

14. Les projets de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Grèce et l'Irlande ont été préparés en consultation avec les rapporteurs désignés au titre de l'Arménie et de l'Espagne pour la Grèce, et du Portugal et de la République de Slovaquie pour l'Irlande, sur la base des Rapports de Situation soumis par les autorités des pays concernés. Les rapporteurs font part à la réunion plénière de leurs observations sur les projets de rapport de conformité, puis les rapports font l'objet d'une lecture approfondie.

15. Le GRECO adopte le Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Grèce (Greco RC-II (2007) 14F), sous réserve que des modifications considérables soient apportées à la lumière des informations qui n'avaient pas été mises à la disposition du Secrétariat et des rapporteurs avant la réunion plénière. Le Président et le Secrétaire Exécutif attirent l'attention sur le fait que la présentation de dernière minute d'informations importantes dans le contexte de l'examen d'un projet de rapport de conformité, comme dans le cas du projet de rapport sur la

Grèce, est totalement contre-productive ; il en résulte une perte de temps considérable pour les participants et une évaluation de l'intérêt des informations fournies extrêmement fastidieuse et risquée. Ils espèrent que de telles situations ne se répèteront pas à l'avenir.

16. Le GRECO adopte en outre le Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur l'Irlande (Greco RC-II (2007) 11F). La date limite de présentation des compléments d'informations concernant la mise en œuvre des recommandations est le 31 août 2009 pour les deux pays.
17. Les autorités grecques et irlandaises sont invitées à autoriser dès que possible la publication des rapports.

## **VI. Troisième Cycle d'Évaluation**

18. Suivant en cela sa pratique habituelle, la réunion plénière fait une lecture approfondie des projets de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la République Slovaque et le Royaume-Uni<sup>1</sup> avec la participation des équipes d'évaluation qui se sont rendues dans les pays concernés. Il est fait, avant adoption, une seconde lecture des projets de rapport, révisés à la lumière des propos échangés lors de la première lecture.
19. Le GRECO adopte les Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle sur la République Slovaque (Greco Eval III Rep (2007) 4F – Thèmes I et II) et le Royaume-Uni (Greco Eval III Rep (2007) 3F – Thèmes I et II). Les autorités de ces deux pays sont invitées à autoriser dès que possible la publication des rapports.
20. Suite aux commentaires formulés lors de l'examen de ces rapports, et à la lumière de l'article 8 de la Recommandation Rec(2003)4 du Comité des Ministres sur les règles communes contre la corruption dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales, le GRECO précise que le financement des campagnes électorales des candidats aux élections et des activités politiques des élus est inclus dans la portée du Troisième Cycle d'Évaluation.
21. Le GRECO approuve la composition de l'équipe chargée de l'évaluation du Troisième Cycle de la Suède, telle qu'elle figure dans le document Greco Eval III (2007) 1bil. du 7 février 2008.

## **VII. Rapport général d'activités (2007)**

22. Le GRECO adopte son Huitième rapport général d'activités (2007) (Greco (2008) 1F Final), qui comprend un chapitre sur le « pantouflage/*revolving doors* » préparé par M<sup>me</sup> Jane LEY, Directrice adjointe de l'Office de l'éthique dans l'administration publique (Etats-Unis). De l'avis du GRECO, ce chapitre présente un intérêt majeur pour un large public, dont les décideurs politiques et les universitaires. Afin de lui assurer une diffusion aussi large que possible, il invite ses membres à traduire, lorsqu'il est approprié, le chapitre sur « le pantouflage / *revolving doors* » dans leur langue nationale et à le mettre à la disposition du public. Le Secrétariat est chargé de le transmettre au Comité Statutaire du GRECO et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 8, paragraphe 1, iii du Statut.

---

<sup>1</sup> Thème II uniquement – la première et la seconde lectures du thème I ont été faites lors de la 35<sup>e</sup> Plénière du GRECO (décembre 2007).

## **VIII. Tour de table**

23. Le GRECO procède à un tour de table sur des difficultés soulevées par la mise en œuvre de certaines recommandations faites pendant les Premier et/ou Deuxième Cycles d'Évaluation. C'est le deuxième tour de table organisé suite à la décision prise lors de la 37<sup>e</sup> réunion du Bureau – et aux mesures qu'elle a entraînées – de renforcer la procédure de conformité du GRECO (cf. Greco (2006) 26F). Les problèmes décrits par les délégations concernent pour la plupart les recommandations en rapport avec les thèmes suivants : portée et procédures relatives à la levée des immunités ; agences et organes anti-corruption spécialisés (création, indépendance, ressources) ; responsabilité pénale des personnes morales (notamment la responsabilité pénale des entreprises) et pantouflage/*revolving doors*. Les autres points soulevés concernent le temps nécessaire pour mettre en œuvre les recommandations qui impliquent des changements législatifs, l'adhésion des gouvernements nouvellement constitués aux engagements pris par les gouvernements antérieurs (dans le cas du GRECO : mise en œuvre des recommandations et retour d'informations sur leur mise en œuvre) et la sensibilisation au fait que la responsabilité de la mise en œuvre des recommandations du GRECO ne relève pas du seul gouvernement, mais peut incomber à plusieurs institutions (Justice, Parlement, etc.). Les représentants échangent des informations sur la manière dont ils prévoient de surmonter les difficultés.
24. Le Président rappelle à la réunion plénière les discussions préliminaires tenues par le Bureau à propos des mesures éventuelles à prendre pour aider, lorsqu'il est approprié, les membres qui rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre de certaines recommandations. L'idée n'est pas d'envisager de nouvelles activités d'assistance technique comme celles déjà engagées dans un cadre propre clairement défini. D'autres formes d'aide adaptées pourraient être examinées. Plusieurs intervenants se demandent s'il est possible pour le GRECO de concilier son rôle d'organe de *monitoring* avec la fourniture de conseil/assistance formelle sur la manière de mettre en œuvre des recommandations résultant de son *monitoring*. Un conseil donné ne pourrait pas engager les participants en ce qui concerne les conclusions auxquelles ils sont susceptibles de parvenir lors d'une future évaluation des mesures prises par un membre pour mettre en œuvre telle recommandation. Il est suggéré que le Secrétariat pourrait éventuellement faciliter l'accès des membres à des ressources qui peuvent les aider (législation, lignes directrices, documents de recherche, etc.).
25. Il est demandé au Secrétariat de préparer et publier une synthèse du tour de table.

## **IX. Questions diverses**

26. Les participants discutent brièvement des résultats de la Deuxième Session de la Conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption (Indonésie, 28 janvier – 1<sup>er</sup> février 2008), en particulier du futur suivi de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies, à propos duquel rien n'a encore été décidé. Le projet pilote sur ce suivi réalisé actuellement se poursuivra jusqu'à la Troisième Session de la Conférence, prévue au Qatar en 2009 ; selon les informations disponibles, les pays qui le souhaitent ont jusque fin mars 2008 pour participer à ce projet.

## **X. Adoption des décisions**

27. Les décisions de la 36<sup>e</sup> réunion plénière sont adoptées telles qu'elles figurent dans le document Greco (2008) 4F.

## **XI. Dates des prochaines réunions**

28. Insistant sur le fait que le processus d'évaluation par les pairs sollicite davantage la plénière, en particulier du point de vue du volume et de la complexité des rapports, et gardant à l'esprit sa charge de travail future prévisible (qui est en grande partie déterminée par le flux continu de nouvelles adhésions depuis 2001), le GRECO convient qu'il sera nécessaire de tenir cinq réunions plénières en 2008 et 2009. En outre, le 10<sup>e</sup> anniversaire du GRECO sera célébré lors d'une conférence de haut niveau organisée au cours de la semaine de sa réunion plénière d'octobre 2009. Le Bureau fera des propositions quant aux sous-thèmes à examiner et aux orateurs à inviter.
29. Le GRECO note que le Bureau tiendra sa 43<sup>e</sup> réunion à Berlin le 7 mars 2008, suite à l'invitation adressée par le Ministère fédéral allemand de la Justice. La 37<sup>e</sup> réunion plénière se tiendra à Strasbourg du 31 mars au 4 avril 2008.

## **ANNEXE I**

### **LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS**

#### **ALBANIA / ALBANIE**

Mr Oerd BYLYKBASHI (Head of delegation)  
Director, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption (DIAC)  
Council of Ministers

#### **ANDORRA/ANDORRE**

Mme Maribel LAFOZ JODAR (Chef de délégation)  
Commissaire de Police

M. Ivan ALIS SALGUERO  
Avocat, Assesseur du Ministère de l'Intérieur et de la Justice

#### **ARMENIA / ARMENIE**

Mr Karen GEVORGYAN  
Deputy Dean of International Relations, Faculty of Law, Yerevan State University

#### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)  
Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

Mr Erich KÖNIG  
Constitutional Service, Dep. V/4, Media / Information Society/Financing of political parties, Federal Chancellery

Ms Silvia THALLER  
Judge, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

#### **AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN**

Mr Inam KARIMOV (Head of delegation)  
Chief Adviser, Dpt of Coordination of Law Enforcement Bodies, Executive Office of the President of the Republic

#### **BELGIUM / BELGIQUE**

Mlle Claire HUBERTS (Chef de délégation)  
Conseillère adjointe, Service des questions pénales, générales et intales, DG de la Législation pénale et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

M Paul MULS  
Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales  
Chambre des représentants

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Sead TEMIM  
Prosecutor, Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

#### **BULGARIA / BULGARIE**

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)  
Director of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

#### **CROATIA / CROATIE**

Mr Dražen JELENIĆ  
Deputy Head of USKOK, Office for Prevention of Corruption and Organised Crime

#### **CYPRUS / CHYPRE**

Mr Philippos KOMODROMOS  
Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)  
International Department, Section for International Organisations and International Co-operation,  
Ministry of Justice

Ms Milada Vaněčková  
Department of Supervision and Control Of Public Administration, Ministry of the Interior

**DENMARK / DANEMARK**

Ms Alessandra GIRALDI  
Deputy Chief Prosecutor, Office of the Director of Public Prosecutions

**ESTONIA / ESTONIE**

**Apologised / Excusé**

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)  
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

Ms Helinä LEHTINEN  
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

**FRANCE**

M. Michel BARRAU  
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du  
Ministère de la Justice

**GEORGIA / GEORGIE**

Mme Lela GOGINAVA  
Adjointe au Représentant Permanent de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Alexander DÖRRBECKER  
Deputy Head of Division, Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and  
Environmental Crime, Federal Ministry of Justice

Ms Ivonne SCHWINDT  
Assistant to Mr Dörrbecker

**GREECE / GRECE**

Ms Maria GAVOUNELI (Head of delegation)  
Lecturer in International Law, University of Athens

Mr Dimitrios GIZIS  
Assistant Public Prosecutor, Athens Court of First Instance

**HUNGARY / HONGRIE**

Ms Magdolna HAJDÚ  
Prosecutor, General Prosecutor's Office, Department for International and European Affairs

**ICELAND / ISLANDE**

Mr Pall THORHALLSSON  
Legal Adviser, Prime Minister's Office

**IRELAND / IRLANDE**

Ms Therese MOLYNEUX  
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law  
Reform

Mr David WADDELL  
Secretary, Standards Commission, Standards in Public Office Commission

Ms Joan DALY  
Department of Finance

Mr Robert MCCLEAN  
Department of Enterprise, Trade and Employment

Ms Anne WALSH  
Department of Enterprise, Trade and Employment

**ITALY / ITALIE**

Mr Silvio BONFIGLI  
Magistrate, Deputy Commissioner against corruption

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Inese TERINKA  
Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

**LITHUANIA / LITUANIE**

Ms Elena KONCEVICIUTE  
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

**LUXEMBOURG**

M Jean BOUR (Chef de délégation)  
Procureur d'Etat, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

**MALTA / MALTE**

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)  
Attorney General, Attorney General's Office

**MOLDOVA**

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)  
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

Mme Mariana KALUGHIN  
Chef de la Section de prévention de la corruption, Centre de la Lutte contre les crimes économiques et la corruption (CCCEC)

Mr Radu COTICI  
Chef de la section d'analyse et prévention de la corruption, Centre de la Lutte contre les crimes économiques et la corruption (CCCEC)

**MONACO**

Mme Ariane PICCO-MARCOSSIAN  
Directeur du Siccfin

M Frédéric COTTALORDA  
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),  
Département des Finances et de l'Economie

**MONTENEGRO**

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)  
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Dusan DRAKIC  
Adviser, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Dimitrija SARANOVIC  
Adviser, Directorate for Anti-Corruption Initiative

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Bastiaan WINKEL-BOER  
Policy Advisor, Ministry of Justice

Mr Remco NEHMELMAN  
Senior Lecturer, Associate Professor of Constitutional Law, Vrije Universiteit

**NORWAY / NORVEGE**

Mr Jens-Oscar NERGÅRD  
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

Mr Christian Fredrik HORST  
Deputy Director General, Ministry of Government Administration and Reform

Mr Trygve HEYERDAHL  
Ministry of Justice and the Police

**POLAND / POLOGNE**

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)  
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK  
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

M. Wojciech KILIŃSKI  
Director, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

**PORTUGAL**

Mr Jorge MENEZES FALCÃO (Chef de délégation)  
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

Ms Oana SMIDT HAINEALA (Head of delegation)  
Director of the Department for the Relations with the Public Ministry, Prevention of criminality and corruption

Mr Costel POPA  
Research Director, ProDemocracy Association

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Ms Veronika MILINCHUK  
Deputy Minister of Justice, Ministry of Justice

Mr Oleg PLOKHOI  
Deputy Head, Human Resources and Government Awards Department  
Administration of the President of the Russian Federation

Mr Sergey GERASIMOV  
Deputy Head, Department for Constitutional Rights of Citizens, Administration of the President

**REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE**

Ms Ana MARIČIĆ (Head of delegation)  
Legal Advisor, Secretariat for the implementation of the National Judicial Reform Strategy  
Ministry of Justice

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Daniel GABČO (Head of Delegation)  
Head of the Department of Strategic Analysis and International Co-operation, Combating  
Corruption Bureau, Police Force Presidium

Mr Andrej LAZAR  
Bureau of fight against corruption of the Police Presidium, Ministry of the Interior

Ms Maria DURCOVA  
Interpreter, Bureau of International Police Cooperation of the Police Presidium

Ms Klara GREDOVA  
Legislative department of the Public Administration of the Ministry of Interior

Mr Ronald KAKAS  
Bureau of the fight against corruption of the Police Presidium

Ms Viera KOTULICOVA  
Department of Internal Affairs of the Section of the Public Administration of the Ministry of Interior

Ms Lucia MIKLIKOVA, Department of Foreign Relations and Human Resources of the Ministry of Justice

Ms Olga PLISNAKOVA  
Department of Internal Affairs of the Section of the Public Administration of the Ministry of Interior

Mr Vladimir TURAN  
Special Prosecutor's Office

Mr Martin ZEMKO  
Department of Financing of the Public Expenses of the Ministry of Finance

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Drago KOS  
**President of GRECO / Président du GRECO**  
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Sandra A. BLAGOJEVIC  
Consultant, Commission for the Prevention of Corruption

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Elsa GARCIA-MALTRÁS DE BLAS  
Public Prosecutor, Ministry of Justice

Ms Emilia ARAGÓN  
Directorate General of International and Legal Affairs, Ministry of Justice

**SWEDEN / SUEDE**

Ms Lena HÅLL ERIKSSON (Head of delegation)  
Director General, Ministry of Justice

**SWITZERLAND / SUISSE**

M Ernst GNÄGI (Chef de délégation)  
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

Mme Muriel BARRELET  
Collaboratrice scientifique, Office fédéral de la Justice

M Jean-Christophe GEISER  
Collaborateur scientifique, Office fédéral de la justice

**"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"**  
**Apologised / Excusé**

**TURKEY / TURQUIE**

M Ergin ERGÜL (Chef de délégation)  
Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

**UKRAINE**

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)  
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime  
Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY  
President of the Institute of Humanitarian Research

Mr Andriy BOGDAN  
Deputy Minister of Justice

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Tom BARNES  
Criminal Law Policy Unit, Home Office, Sentencing and Offences Unit

Ms Katherine FOX  
Senior Policy Adviser, Political Parties and Referendums Branch, Electoral Policy Division,  
Ministry of Justice

Mr Tom WAKELEY  
Foreign & Commonwealth Office

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)  
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Ms Jane LEY  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ  
STATUTAIRE DU GRECO**

M. Bruno GAIN - **Apologised / Excusé**  
Ambassadeur, Représentant Permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Apologised / Excusé**

**REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ**

**Apologised / Excusé**

**REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC**

Mr Damir VEJO  
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and  
Herzegovina

**OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC**

**Apologised / Excusé**

**OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE**

**Apologised / Excusé**

**GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO**

**EVAL III – United Kingdom / Royaume-Uni - Theme II**

Theme II – Party Funding

Mr David WADDELL (Ireland / Irlande)  
Secretary, Standards Commission, Standards in Public Office Commission,

M Jean-Christophe GEISER (Switzerland / Suisse)  
Collaborateur scientifique, Office fédéral de la justice

Mr Marcin WALECKI (Scientific expert)  
Senior Adviser for Political Finance, Max Weber Fellow, European University Institute

**EVAL III – Slovak Republic / République Slovaque - Themes I & II**

Theme I – ETS 173

Ms Silvia THALLER (Austria / Autriche)  
Judge, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

Ms Magdolna HAJDÚ (Hungary / Hongrie)  
Prosecutor, General Prosecutor's Office, Department for International and European Affairs

Theme II – Party Funding

Mr Douglas STEWART (United Kingdom / Royaume-Uni) - **Apologised / Excusé**  
Head of Policy on Political Parties and Elections Finance, Electoral Commission

Mr Costel POPA (Romania / Roumanie)  
Research Director, ProDemocracy Association

Mr Remco NEHMELMAN (Netherlands / Pays-Bas)  
Senior lecturer, Associate professor Constitution Law, Vrije Universiteit - Faculty of Law

**RAPPORTEURS**

**RC-II Greece / Grèce**

Mr Karen GEVORGYAN (Armenia / Arménie)  
Deputy Dean of International Relations, Faculty of Law, Yerevan State University

Ms Elsa GARCIA-MALTRÁS DE BLAS (Spain / Espagne)  
Public Prosecutor, Ministry of Justice

**RC-II Ireland / Irlande**

M. Jorge MENEZES FALCÃO (Chef de délégation)  
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

Mr Daniel GABCO (Slovak Republic / République Slovaque)  
Head of the Department of Strategic Analysis and International Co-operation  
Combating Corruption Bureau, Police Force Presidium

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs (DG-HL)

Mr Björn JANSON, Deputy to the Executive Secretary, DG-HL

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrative Officer, DG-HL

Ms Laura SANZ-LEVIA, Administrative Officer, DG-HL

Ms Tania VAN DIJK, Administrative Officer, DG-HL

Mr Michael JANSSEN, Administrative Officer, DG-HL

Ms Elspeth REILLY, Assistant, DG-HL

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant, DG-HL

Mme Laure HEIM, Assistant (Evaluation rounds), DG-HL

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant, (Evaluation rounds), DG-HL

Ms Simona GHITA, Webmaster, DG-HL

Ms Alessia GUARINO, Stagiaire, DG-HL

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Mme Sally BAILEY

Mme Bettina LUDEWIG

Mme Isabelle MARCHINI

## **APPENDIX II**

### **AGENDA / ORDRE DU JOUR**

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* - **09h30**
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 42) / *Information du Président, de Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 42)*
4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** de projets de Rapport d'Evaluation:

Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*

- **United Kingdom\*** / **Royaume-Uni\*** (Monday / *lundi*)
- **Slovak Republic** / **République Slovaque** (Tuesday – Wednesday / *mardi – mercredi*)

**Evaluation teams and national delegations concerned are requested to be present as follows:** / **Les Equipes d'évaluations et délégations nationales concernées sont priées d'être présentes comme suit :**

- United Kingdom / *Royaume-Uni* (Monday 09h00 – 18h00 / *lundi 09h00 – 18h00*)
  - Slovak Republic / *République Slovaque* (Tuesday 09h00 – Wednesday 13h00 / *mardi 09h00 – mercredi 13h00*)
5. Examination and adoption of the Addendum to the First Round Compliance Report on **Moldova** / *Examen et adoption de l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Moldova*
  6. Examination and adoption of the Second Round Compliance Reports on **Greece** and **Ireland** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Grèce et l'Irlande*
  7. Third Evaluation Round - composition of the Team in charge of the evaluation of Sweden / *Troisième Cycle d'Evaluation - composition de l'Equipe chargée de l'évaluation de la Suède*
  8. Adoption of the Eighth General Activity Report (2007) - approved by Bureau 42 / *Adoption du Huitième rapport général d'activités (2007) – approuvé par Bureau 42*
  9. Tour de table – compliance issues\*\* / *Tour de table – questions relatives à la conformité\*\**

---

\*Theme II "Party Funding" only / *Thème II "Financement des partis politiques" seulement*

\*\* Heads of delegation are invited to select up to two recommendations addressed to their country (Rounds 1, 2 and/or 3) whose implementation poses particular challenges; to briefly describe the challenges and to indicate in which way it is intended to address them / Les Chefs de délégations sont invités à sélectionner un maximum de deux recommandations adressées à leur pays (Cycles 1, 2, et/ou 3) et dont la mise en œuvre soulève des difficultés particulières ; à décrire brièvement ces difficultés et à indiquer la manière dans laquelle il est prévu de les surmonter.

10. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Reports on the United Kingdom\*\*\* and on the Slovak Republic (**Friday**) / **Deuxième lecture et adoption des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur le Royaume-Uni\*\*\* et sur la République Slovaque (vendredi)**
11. Miscellaneous / *Divers*
12. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
13. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*

---

\*\*\* Second reading of Theme II "Party Funding" only and adoption of the report on the United Kingdom as a whole (both readings of Theme I "Incriminations" were carried out at GRECO 35 – December 2007) / *Deuxième lecture du Thème II "Financement des partis politiques" et adoption du rapport sur le Royaume-Uni dans son ensemble (les deux lectures du Thème I "Incriminations" ont été effectuées lors de GRECO 35 – décembre 2007)*